



# CST & GRÈVE DU ZÈLE

*par L'Entonnoir*

Depuis la mise en place du CST lors d'événements culturels, nous avons toujours pris soin de contourner la règle en modulant nos jauges. En tant qu'organisme d'éducation permanente, foyer contre-culturel itinérant fonctionnant comme un incubateur des discours et pratiques minoritaires, le flicage des publics et la mise à l'écart des minorités non vaccinées et trop fauchées pour se faire tester va à l'encontre de notre objet social. Ni plus, ni moins. Outre le caractère discriminatoire dégueulasse, le CST n'offre même pas de garantie safe aux publics. C'est pourquoi nous avons développé un dispositif de réduction de risque en incitant les publics à s'autotester gratuitement lors de nos événements.

Mais refuser le CST n'est pas pour autant aussi simple qu'il n'en paraît. Nous avons dû annuler des collaborations qui nous sont chères, annuler des prestations d'artistes qui ont déjà la vie dure. Ce n'est pas rien. Alors, cerise sur le gâteau, quand nous avons reçu un mail pour nous informer que nous devons présenter un CST pour aller bosser dans une foire du livre, sous prétexte que c'est dans un musée – et que pour entrer dans un musée, faut un CST –, la coupe fut pleine, et notre santé mentale menacée. Non seulement, cette circulaire est hors-la-loi, mais après avoir morcelé les publics elle tente de diviser les travailleurs et travailleuses de la culture sur leur propre lieu de production.

**C'est pourquoi nous avons décidé d'écrire ces deux communiqués. Pour partager nos états d'âme et susciter la discussion. Mais qui nous écoute, de celles et ceux qui ont décidé, ce 22 décembre de fermer à nouveau la culture ?**

### **Liège, le 1er décembre 2021**

Entre février 2020 et juin 2021, D'une certaine gaieté a édité trois ouvrages et évidemment, comme tout éditrice qui ce respecte, nous avons hâte d'enfin pouvoir rencontrer du public pour partager avec lui l'amour immodéré que nous portons à ces trois livres – ce qui n'avait presque pas pu être fait jusqu'ici. Nous attendions donc avec impatience de pouvoir participer à nouveau aux Fugueurs du Livre qui se tiendra ces 04 et 05 décembre au Musée Curtius, à Liège.

Et pourtant, l'équipe des travailleur.euse.s de D'une certaine gaieté a décidé de ne pas entrer au Musée Curtius ce week-end et donc de n'y rencontrer personne. Il s'agit pour nous de la seule décision cohérente et logique à prendre aujourd'hui.

Début de cette semaine, les organisateur.ice.s des Fugueurs du Livre nous ont envoyé un mail pour nous expliquer les conditions dans lesquelles l'évènement pourrait se tenir. Il.e.s n'ont évidemment pas pu négocier ces conditions, elles s'imposent à eux : c'est comme ça ou ça n'est pas. Selon les règles en vigueur dans les Musée de la Ville de Liège (dont les responsables nous ont expliqué qu'évidemment, il.e.s ne font pas les règles : c'est comme ça ou ça n'est pas), le Covid Safe Ticket s'appliquera à l'ensemble du public ainsi qu'à tous les exposant.e.s. Cela impliquait donc, *de facto*, que les permanent.e.s, bénévoles ou collaborateur.ice.s de D'une certaine gaieté auraient dû posséder un CST pour pouvoir effectuer leur travail associatif.

Nous avons pensé, notamment, à nos ami.e.s

soignant.e.s qui mènent actuellement une lutte contre l'imposition d'une obligation vaccinale dans leur cadre professionnel. Nous nous devons de leur manifester notre soutien. Nous nous devons d'arrêter l'extension à l'infini de ces logiques de contrôle. Le contenu du mail que nous avons reçu nous a fait comprendre que, participer à un tel évènement dans de pareilles conditions, pour y promouvoir le type de livre que nous éditons, finalement, ça n'a absolument aucun sens. Pire, c'est un contre-sens : la forme s'opposant aux contenus.

Il y a quelques semaines, juste avant que le CST n'entre en vigueur, avec de nombreuses consœurs et confrères, nous avons écrit [un communiqué](#)<sup>1</sup> dans lequel nous affirmions que ce dispositif parvenait, après plus de 20 mois de pandémie, à réaliser la parfaite synthèse de l'ineptie sanitaire et de l'abomination politique pour caractériser la gestion de la crise par nos gouvernements. La réalité n'aura pas tardé à nous donner raison...

Il ne fait actuellement plus aucun doute qu'imposer un dispositif de contrôle des populations tel que le « Covid Safe Ticket » ne sert à rien mis à part à imposer un dispositif de contrôle tel que le « Covid Safe Ticket » au nom d'une urgence sanitaire (par ailleurs bien réelle). À force de tourner en rond dans ce mauvais scénario depuis presque 2 ans, on a eu le temps de bien comprendre comment ça marche : faire surveiller les parcs par des drones, ça sert à pouvoir faire surveiller des espaces publics par des drones; imposer un couvre-feu, ça sert à pouvoir imposer un couvre-feu; menacer les soignant.e.s non-vacciné.e.s de licenciement, ça sert à pouvoir licencier des soignant.e.s et ainsi de suite...

Or, le covid est un problème de santé très pré-occupant qui affecte nos vies depuis de nombreux mois et c'est pourquoi nous ne pouvons plus accepter qu'on s'en serve comme d'un prétexte pour nous imposer des mesures infantilissantes, inopérantes et politiquement dégueulasses. En conséquence, nous avons décidé, non seulement de ne pas participer, ce week-end, au salon « Fugueurs du Livre » mais, au-delà, d'enclencher un mouvement de grève du CST au finish : à partir de maintenant, nous ne participerons plus à la mise en œuvre du Covid Safe Ticket et ce jusqu'à ce qu'il soit abrogé!

Nous nous rendons évidemment parfaitement compte qu'il y a quelque chose d'absurde voire d'irrationnel à lancer un tel mouvement de grève alors que nous ne sommes que 7 personnes mais, après mûre réflexion, nous avons fini par penser que tenir des discours absurdes et irrationnels dans le cadre de la gestion de cette pandémie, ne devrait plus rester la prérogative des membres des différents gouvernements de ce pays.

## **Liège, le 14 décembre**

Il y a quelques jours, nous avons rendu publique notre décision d'entamer une grève du CST. Au finish. En utilisant la terminologie médiatique en vigueur, on pourrait dire que ce mouvement a « un caractère épidermique ». Nous n'avons jamais cru que ce genre d'explication permette de comprendre une quelconque situation de conflit social ou politique : si l'on y regarde mieux, on voit qu'il n'y a jamais d'explosion sans qu'aient été préalablement réfléchis et discutés les motifs de la colère qui l'a produite. Nous avons donc pensé qu'il pourrait être pertinent d'expliquer deux ou trois choses concernant notre prise de position.

Tout d'abord, nous tenons à préciser que nous ne nous sommes nullement arrêtés de travailler. Nous avons simplement entamé un mouvement

qui consiste à refuser toute application du dispositif de Covid Safe Ticket dans l'exercice de nos fonctions professionnelles.

Et nous estimons qu'il s'agit là d'une manière totalement adéquate de rencontrer les missions d'Éducation Permanente pour lesquelles l'association qui nous emploie est subventionnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Selon la convention qui nous lie à cette institution, nous sommes tenus de produire de la pensée et des savoirs critiques et plus précisément de « faire réfléchir par le paradoxe et la dérision ». Or nous demeurons convaincues que si la pensée critique ne veut pas finir en contenu pour talk shows animé par Sacha Daout, elle doit impérativement chercher à produire des effets pratiques – c'est cela qui fait sa valeur.

Notre refus d'appliquer le CST est une manière de réinventer la grève du zèle en l'appliquant dans le champ de l'Éducation Permanente. Et, surtout, une possibilité pour nous de redonner de la cohérence et du sens à notre action.

Nous travaillons dans un des ces secteurs qui ont été, de façon systématique voire obsessionnelle, catalogués comme « non-essentiels ». Et il nous semble évident que cela a laissé des traces très profondes dans les rapports que nous entretenons avec des autorités qui n'ont pas hésité à témoigner publiquement de tout le mépris avec lequel elles considèrent notre travail. Il faut s'en souvenir pour comprendre que ce n'est qu'après avoir été humiliées de la sorte que le chantage qui permet l'application du « Covid Safe Ticket » peut fonctionner : d'abord on dit devant le pays tout entier, réuni sous la forme d'une « équipe de 11 millions », que notre travail n'est pas très important et ensuite on nous explique que, pour continuer à exercer notre métier, il faudrait que nous consentions à aider le gouvernement à réaliser son fantasme – instaurer le contrôle de tout le monde avec l'aide de tout le monde.

Nous nous sommes évidemment senti·es piégé·es après avoir été rabaissé·es. Tout cela, nous l'avons dénoncé, à plusieurs reprises, en compagnie de consœurs et frères via plusieurs communiqués ou cartes blanches. Cela n'a abouti à aucun débat, aucune prise en considération par les autorités des réalités du terrain et des expériences qui s'y mènent. Cette pandémie aura été marquée par la répétition, au nom d'une urgence permanente, d'un mécanisme décisionnel qui n'est pas neuf mais dont le règne est désormais total : on n'a jamais le temps de discuter du bien-fondé politique ou éthique de quoi que ce soit, les gens sont des spectateur·ices, les mesures leur tombent dessus comme une sorte de calamité naturelle et, de semaine en semaine, iels apprennent quelles seront leurs conditions d'existence en lisant les slides des points-presse post-CODECO. Il n'y a plus de questions politiques, il n'y a plus que des problèmes de communication : c'est la démocratie du power-point.

À ce stade, en prenant en considération l'histoire de la situation et l'ensemble des paramètres qui la composent, nous ne voyons plus très bien comment nous pourrions faire le métier que nous voulons continuer à faire et, en même temps, estimer que des mesures telles que le CST ont la légitimité qui nous imposerait de devoir les appliquer. Bien au contraire. D'autres – beaucoup d'autres – que nous, sont confronté·es à ce dilemme : devoir participer activement à faire appliquer des règles qu'iels jugent profondément injustes pour pouvoir

continuer à travailler ou à exercer une activité associative. Nous nous sommes rendu compte que nous ne parvenons plus à poursuivre notre travail en acceptant cette tension-là. Nous ressentons la nécessité de nous en libérer immédiatement ; il s'agit pour nous d'une mesure prophylactique qu'on pourrait replacer dans la perspective de la prévention du burn out.

Nous ne sommes que sept mais nous éprouvons ce besoin impératif de contribuer à briser l'illusion du consensus de façade, celui qui est mis en scène dans les séquences des JT lorsqu'il faut rendre compte de la manière dont « la population » s'adapte aux mesures qui viennent d'être décidées – où, de toute manière, tous les protagonistes seront finalement bien obligé·es de reconnaître en *prime times* que, quoi qu'iels puissent penser, « on n'a pas le choix ». Notre démarche ne vise aucune exemplarité : nous n'avons de leçons à donner à personne et certainement pas à toutes celles et ceux qui, dans l'horeca, dans la culture ou dans le sport, sentent qu'on leur arrache leur consentement à chaque fois qu'iels scannent un QR code. Nous savons l'importance et la violence des pressions de toutes sortes (morales, économiques, psychologiques) qui pèsent sur elleux.

Si nous nous opposons radicalement à quelqu'un, c'est à ceux qui exercent ces pressions, absolument pas à celles et ceux qui en sont les victimes. Au contraire, nous tenons à leur témoigner ici toute notre solidarité.

## NOTES

1. <https://nocst.entonnoir.org/comm-culture.php>